

Publié le 3 janvier 2025



**Arrêté n°24-AV-0052
portant déclaration d'alignement**

RUE DES FADETS

Le Maire de Sèvremont,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L. 112.1 et suivants et R. 121.1 et suivants,

VU les articles L. 126.1 et R. 126.1 du Code de l'urbanisme,

VU la demande en date du 20/05/2024 par laquelle Maître LEVAUFRE demeurant 45 bis rue du Bignon BP 115 85500 LES HERBIERS représentée par Monsieur Frédéric LEVAUFRE demande l'alignement de la propriété sise 15 rue des Fadets, cadastrée section A n°2327, située en limite du domaine public 15 RUE DES FADETS parcelle section A n°2327,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement du domaine public routier 15 RUE DES FADETS parcelle section A n°2327 est défini conformément à l'annexe jointe.

Article 2 - Objet de la déclaration

Le présent arrêté a uniquement pour but de déclarer les limites du domaine public routier, et ne vaut pas titre de propriété pour les parcelles privées adjacentes.

Il demeure valable tant que les circonstances sur lesquelles il est fondé n'ont pas été modifiées.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité

Le présent arrêté est valable pendant un an à compter de la date de signature, sauf en cas de modification des lieux rendant obligatoirement nécessaire une nouvelle demande d'alignement.

Fait à Sèvremont, le 29/05/2024

Le Maire de Sèvremont

Jean-Louis ROY //

DIFFUSION : Maître LEVAUFRE

ANNEXE : Plan de situation

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

